



## ACTUALITE TRIMESTRIELLE DE DROIT DES AFFAIRES (ATDA)

### Comité scientifique :

*Pr Patrice Samuel Aristide BADJI - Pr BIBOUM BIKAY François – Pr Maurice KOM KAMSU – Pr Souleymane TOE - Dr. Papa Assane TOURÉ*

Contact Revue :  
[revueatda@legiafrica.com](mailto:revueatda@legiafrica.com)

## SOMMAIRE ATDA n°5 (Avril-Mai-Juin 2020)

### DROIT BANCAIRE ET DES GARANTIES DU CRÉDIT

- Aucune confusion ne doit être admise entre le cautionnement sùreté engageant personnellement la caution et l'hypothèque, sùreté réelle conférant un droit de suite  
[Patrice Samuel Aristide BADJI, Agrégé des Facultés de droit - Université Cheikh Anta Diop \(Sénégal\)](#)
- Rejet de la demande de mainlevée de la garantie autonome  
[AKONO ADAM Ramsès, Enseignant-chercheur à l'Université de Ngaoundéré \(Cameroun\)](#)
- La valeur de la mention portant sur le montant garanti dans le cautionnement de droit OHADA : une analyse à l'aune de l'Arrêt n°31/2020 de la CCJA en date du 30 janvier 2020  
[Mamadou Kounvolou COULIBALY](#)
- La mention manuscrite de la caution : entre condition de validité et de preuve du cautionnement  
[Thierno Abdoulaye DIALLO](#)

### DROIT COMMERCIAL

- Nature administrative des rapports contractuels formalisés par la procédure de l'appel d'offres  
[Patrice Samuel Aristide BADJI, Agrégé des Facultés de droit - Université Cheikh Anta Diop \(Sénégal\)](#)
- Les conditions de l'autorisation de la vente des biens périssables objet du droit de rétention  
[Papa Assane TOURE, Docteur en droit, Magistrat, Secrétaire général Adjoint du Gouvernement, Chargé des Affaires juridiques \(Sénégal\)](#)



- Non paiement du loyer et accumulation d'arriérés : résiliation du bail et expulsion en sont les conséquences  
Gilbert Coumakh FAYE, Docteur en droit privé, Université Cheikh Anta Diop de Dakar
- Réforme des Règlements existants relatifs à la concurrence par le Règlement n°06/19-UEAC-639-CM-33, 7 avril 2019  
AKONO ADAM Ramsès, Docteur en droit privé, Chargé de cours - Enseignant-chercheur - Université de Ngaoundéré-Cameroun
- Une directive sur l'organisation institutionnelle pour l'application des règles communautaires de la concurrence  
AKONO ADAM Ramsès, Docteur en droit privé, Chargé de cours - Enseignant-chercheur - Université de Ngaoundéré-Cameroun
- Les critères d'admission de la désorganisation de l'entreprise rivale par débauchage des salariés  
Maurice KOM KAMSU, Maître de conférence en droit privé et sciences criminelles Université de Maroua (Cameroun)
- Le bailleur peut solliciter de la juridiction compétente la résiliation du bail et l'expulsion du locataire qui refuse de payer les arriérés de loyer malgré sa mise en demeure  
Gilbert Coumakh FAYE, Docteur en droit privé, Université Cheikh Anta Diop de Dakar
- Le défaut de contestation du congé par le locataire dans les délais légaux entraîne la fin du bail à durée indéterminée : Qui ne conteste subit  
Gilbert Coumakh FAYE, Docteur en droit privé, Université Cheikh Anta Diop de Dakar
- Défaut de paiement du loyer et accumulation d'arriérés : résiliation du bail et expulsion en sont les conséquences au regard des dispositions de l'article 133 de l'AUDCG  
Komlanvi Issifou AGBAM, PhD Candidate, International Business Law (Université Laval-Université de Nantes)

## PROCÉDURES COLLECTIVES

- Le recours du créancier contre la caution en cas de soumission du débiteur à un règlement préventif  
Emmanuel Douglas FOTSO, Chargé d'enseignement - Université Sorbonne Paris Nord
- Les conditions d'ouverture du redressement judiciaire  
AKONO ADAM Ramsès, Enseignant-chercheur - Université de Ngaoundéré (Cameroun)
- L'incompétence du juge des référés à désigner un administrateur provisoire au profit d'une société ayant sollicité l'ouverture d'une procédure collective  
Emmanuel Douglas FOTSO



## DROITS NATIONAUX

- La loi togolaise n° 2019-014 du 29 octobre 2019 : le nouveau cadre juridique de la protection des données à caractère personnel  
Komlanvi Issifou AGBAM, PhD Candidate, International Business Law (Université Laval- Université de Nantes)

## DROIT DES PROCÉDURES CIVILES D'EXÉCUTION

- Localisation d'une personne morale : La domiciliation à une boîte postale n'est pas suffisante  
BIBOUM BIKAY François, HDR- Maître de conférences - Université de Douala
- « Signification à personne » d'une personne morale, l'exploit reçu par une secrétaire est nul  
BIBOUM BIKAY François, HDR- Maître de conférences - Université de Douala
- L'article 49 de l'Acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et voie d'exécution, disposition de renvoi de l'article 300 du même Acte uniforme  
Patrice Samuel Aristide BADJI, Agrégé des Facultés de droit, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal), Directeur du CREDILA
- La relation contractuelle directe entre les parties comme preuve tangible de la certitude de la créance  
JENDJOU NJEVEME Jean-Aimé, Assistant Juridique, Chargé du contentieux civil et commercial du CABINET LA RESERVE
- Le demandeur à l'injonction de payer supporte la charge de la preuve de la certitude de sa créance  
JENDJOU NJEVEME Jean-Aimé
- L'obligation du juge de statuer sur une exception de procédure d'appel soulevée in limine litis par l'intimée  
JENDJOU NJEVEME Jean-Aimé
- La paralysie de l'ordonnance de paiement sous astreinte par jours de retard par l'ordonnance de subordination à pied de requête et le pouvoir de modulation du montant de l'astreinte par le juge au moment de sa liquidation.  
Amadou Yombo DIALLO
- La sanction du tiers saisi pour inobservation de l'obligation de déclaration lorsque le même créancier effectue une seconde saisie  
JENDJOU NJEVEME Jean-Aimé



## DROIT DE L'ARBITRAGE

- La Cour d'appel ne saurait déclarer prématurée la saisie attribution pratiquée en exécution d'une sentence arbitrale contre laquelle la même Cour a rejeté le recours en annulation  
DJOFANG Darly-Aymar, Avocat au Barreau du Cameroun
- L'irrecevabilité du Mémoire d'une partie au procès arbitral ne constitue pas une violation du contradictoire et de l'ordre public international ouvrant la voie à l'annulation de la sentence arbitrale intervenue  
DJOFANG Darly-Aymar, Avocat au Barreau du Cameroun
- La Convention d'arbitrage est inopposable au tiers non-signataire qui peut saisir la juridiction étatique pour le règlement du litige l'opposant à une partie à la convention  
DJOFANG Darly-Aymar, Avocat au Barreau du Cameroun
- Les conditions de l'incompétence du juge étatique en présence d'une clause compromissoire  
Gilbert Coumakh FAYE

## DROIT DES SOCIÉTÉS

- Caractère abusif et irrégulier de la révocation d'un gérant statutaire  
Patrice Samuel Aristide Badji, Agrégé des Facultés de droit, Enseignant - Université Cheikh Anta Diop (Sénégal), Directeur du Centre de Recherche, d'Etude et de Documentation sur les Institutions et les Législations Africaines
- Interrogations sur le domaine de l'expertise de gestion  
Maurice KOM KAMSU, Maître de conférence en droit privé et sciences criminelles Université de Maroua (Cameroun)
- Les droits découlant de la reconnaissance de la qualité d'associé  
Patrice Samuel Aristide BADJI

## DROIT UEMOA

- Soumission de l'activité d'exportation d'or au préalable de domiciliation auprès d'un établissement de crédit ayant reçu la qualité d'intermédiaire agréé  
Patrice Samuel Aristide Badji